



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/70  
13 janvier 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie  
et des questions financières connexes

Dixième session

Genève, 6-10 mars 2006

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS  
ADRESSÉES AU SECRÉTARIAT DE LA CNUCED\***

---

\* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus en raison de retards survenus dans la procédure.

### **Résumé**

Le présent rapport est consacré à l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa neuvième session. Il traite en particulier des travaux de la CNUCED relatifs aux politiques et aux mesures susceptibles d'aider les pays en développement à attirer des investissements étrangers directs (IED) et à en tirer un meilleur parti et de renforcer leurs capacités de production et leur compétitivité internationale. Ces travaux comprennent des analyses approfondies, la formation de consensus, des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. Ils sont notamment menés en étroite coopération et au moyen de programmes communs avec d'autres organisations internationales, régionales et nationales dont les activités concernent l'investissement et la technologie. Le rapport donne en outre un aperçu de la contribution de la Division à la réalisation des objectifs internationaux de développement, y compris ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction .....	4
Partie I. Recommandations générales.....	4
Partie II. Recommandations relatives à la contribution que peut apporter la Division à la réalisation des objectifs internationaux de développement, notamment ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire .....	12
Appendice – Publications de la Division de l’investissement, de la technologie et du développement des entreprises.....	17

## INTRODUCTION

1. Conformément à la décision prise par la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes à sa neuvième session (Genève, 7-11 mars 2005), le secrétariat a établi la présente note en tant que contribution aux débats de la Commission à sa dixième session. Cette note traite de l'application des recommandations adoptées par la Commission à sa neuvième session (TD/B/COM.2/66). Il y est question en particulier des travaux de la CNUCED relatifs aux politiques et aux mesures qui peuvent aider les pays en développement à attirer des investissements étrangers directs (IED) et à en tirer un meilleur parti. Ces travaux comprennent des analyses approfondies, la formation de consensus, des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. La note a été divisée en deux parties: la première a trait aux recommandations générales formulées par la Commission à sa dernière session; la seconde est consacrée aux recommandations en rapport avec les objectifs internationaux de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.

### PARTIE I. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

***Recommandation: La CNUCED devrait, à la lumière des débats de la présente session, poursuivre ses travaux d'analyse sur l'investissement étranger direct (IED) et les sociétés transnationales (STN) ainsi que leurs incidences sur le développement, en particulier ses analyses approfondies des politiques et des mesures susceptibles d'aider les pays en développement de toutes les régions à attirer l'IED et à en tirer parti pour réaliser leurs objectifs de développement. La Commission note avec satisfaction les travaux entrepris par le secrétariat pour analyser les tendances régionales et mondiales récentes en matière d'IED (mondialisation/internationalisation des activités de recherche-développement des STN et flux d'IED en provenance des pays en développement, par exemple). Elle encourage le secrétariat à approfondir l'analyse de ces tendances et des conséquences à en tirer, en particulier dans le contexte de la coopération Sud-Sud. Le secrétariat devrait également assurer le suivi des travaux sur l'IED dans le secteur des services (par exemple dans l'industrie du tourisme, qui intéresse tout spécialement les pays en développement).***

2. Conformément à cette recommandation, le secrétariat a poursuivi son analyse approfondie des incidences de l'IED sur le développement en vue d'aider les pays en développement à attirer ces investissements, à en optimiser les effets et à surmonter les difficultés qu'ils créent. Les résultats de cette analyse ont pour une bonne partie été publiés dans le *World Investment Report 2005* (WIR 2005), qui met en évidence l'internationalisation des activités de recherche-développement des sociétés transnationales (STN) et présente la première étude jamais réalisée sur ce sujet. Le Rapport fait en outre état du rôle croissant des pays en développement, non seulement comme bénéficiaires, mais aussi comme sources d'IED. Il a été officiellement présenté dans quelque 75 pays et a donné lieu à 1 073 articles de presse et 320 000 téléchargements sur le site Web de la CNUCED entre septembre et décembre 2005. En janvier 2006, la CNUCED et la CEPALC ont organisé conjointement une Conférence de haut niveau à Santiago du Chili, qui a permis de réunir pour la première fois des représentants des pouvoirs publics chargés de l'investissement et des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation, pour examiner les enseignements que l'on pouvait tirer du Rapport.

3. Parallèlement, le «*Global Investment Prospects Assessment (GIPA) 2005*», qui donne des prévisions et propose une analyse des futures tendances des flux d'IED, a été publié en novembre 2005. Une autre contribution dans ce domaine est la publication qui concerne «*L'IED et l'élimination des mesures concernant les investissements et liées au commerce*», qui sera examinée au titre du point 3 de l'ordre du jour de la présente session de la Commission. Trois numéros de la revue *Transnational Corporations* ont en outre été publiés depuis la dernière session de la Commission. Ils contiennent notamment des articles sur les liens entre le mécanisme pour un développement propre et l'IED, la percée de la Chine en matière d'IED, les stratégies d'innovation des filiales étrangères en Italie, et une analyse théorique et pratique des moyens d'attirer les IED «souhaitables». Un numéro spécial a par ailleurs été consacré à la responsabilité sociale des entreprises. Enfin, le secrétariat a produit un certain nombre de documents thématiques, dont un sur «*les STN et la suppression des contingents applicables aux textiles et aux vêtements*», qui fait le bilan des incidences des STN sur le développement dans ce secteur.

4. Le secrétariat a étudié les nouvelles tendances de l'IED dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Outre le *WIR 2005*, les activités de recherche dans ce domaine ont consisté à établir une note d'information pour le deuxième Sommet Sud-Sud de Doha. Le secrétariat a aussi continué d'étudier la question des investissements directs à l'étranger des pays en développement à travers un certain nombre d'études de cas – Singapour, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Inde, Argentine – qui ont ensuite été examinées à la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives des entreprises des pays en développement par l'internationalisation (5-7 décembre 2005). Ces études ont porté sur les grandes tendances, les principaux moteurs et obstacles, les meilleures pratiques et l'impact de ces investissements sur la compétitivité et sur la coopération Sud-Sud. Le secrétariat a publié un autre document sur les IED asiatiques en Afrique et réalise actuellement une étude approfondie sur les caractéristiques des flux d'investissement à destination et en provenance des pays du Sud, ainsi que sur leurs incidences socioéconomiques. L'accroissement des IED Sud-Sud occupera une place importante dans le *WIR 2006*.

5. Le secrétariat a mis à profit les travaux de recherche présentés dans le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2004: la montée en puissance du secteur des services* et a publié deux nouvelles études sur l'IED dans le secteur des services, à savoir «*Issues in International Investment Agreements and Services FDI*» et «*FDI restrictions in services*». Conformément à une demande formulée par la Commission à sa neuvième session, il a rédigé une étude sur «*L'IED dans le secteur du tourisme*».

***Recommandation: Notant qu'un certain nombre de pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), ont absolument besoin de renforcer leur capacité de collecte et d'analyse de données sur l'IED, la Commission demande au secrétariat de leur apporter un appui accru dans ce domaine en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes.***

6. Durant la période considérée, le secrétariat a établi une nouvelle version du *Manual of Statistics on FDI* de la CNUCED, qui propose des solutions pour nombre de difficultés que rencontrent les pays en développement dans la collecte de données sur l'IED et devrait donc leur permettre de définir des politiques efficaces pour attirer l'IED et en tirer parti. Le secrétariat a rendu compte de ses activités de recherche dans ce domaine à la Réunion d'experts sur le

renforcement des capacités dans le domaine de l'IED (12-14 décembre 2005), où il a été question des mesures à adopter pour améliorer la collecte de données sur l'IED dans les pays en développement et de ce que cela pouvait apporter à l'élaboration des politiques relatives à l'IED. Le rapport de cette réunion sera présenté à la dixième session de la Commission. Le secrétariat avait aussi rédigé une note d'information intitulée «*Statistiques relatives à l'IED: compilation de données et questions de politique générale*» pour la réunion. Par la suite, il a organisé une autre réunion spéciale d'experts consacrée aux besoins particuliers de l'Afrique.

7. La CNUCED a continué à aider les États membres à évaluer leurs propres performances en matière d'IED en produisant et en diffusant des données sur l'IED et sur les activités des STN. Depuis la neuvième session de la Commission, le secrétariat a publié le «*World Investment Directory: Developed Countries*», auxquels s'ajouteront prochainement le «*World Investment Directory: West Asia*» et le «*World Investment Directory: Africa*». Il a en outre continué à alimenter son site Web consacré aux statistiques relatives aux IED ([www.unctad.org/fdistatistics](http://www.unctad.org/fdistatistics)), qui contient 112 fiches signalétiques de pays, ainsi que des notes d'information (187 pays) et des fiches récapitulatives intitulées «*FDI in Brief*» (80 pays).

8. La CNUCED a en outre apporté une coopération et un appui techniques à quelques pays en développement pour la collecte et la diffusion de statistiques sur l'IED. En 2005, elle a organisé, en partenariat avec la CESAO, des ateliers nationaux au Koweït (25-29 juin 2005), au Qatar (20-24 novembre 2005) et aux Émirats arabes unis (26-30 novembre 2005). Ces ateliers ont aidé les pays participants à adopter des normes opérationnelles internationales et à se doter de systèmes de collecte et de diffusion leur permettant de produire des statistiques comparables au niveau international. Des fonctionnaires des instituts nationaux de statistique de ces pays ont été formés à l'utilisation de systèmes d'enquêtes pour la collecte et la diffusion de données sur l'IED et les activités des STN. En sa qualité d'organisme de référence pour les questions d'IED, au sein du système des Nations Unies, la CNUCED a également poursuivi sa coopération avec l'OCDE; il lui a en particulier été demandé de contribuer à l'amélioration des statistiques relatives à l'IED dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

***Recommandation: La Commission demande au secrétariat de poursuivre ses travaux sur les accords internationaux d'investissement et de transfert de technologie, en mettant particulièrement l'accent sur les aspects bilatéraux et régionaux et sur l'échange d'expériences concernant l'application des engagements internationaux pris en la matière. Une attention particulière doit être accordée aux enjeux et aux faits nouveaux, notamment dans le domaine du règlement des différends entre investisseurs et États, et aux activités connexes d'analyse et d'assistance technique.***

9. Au cours de la période considérée, les 28 fascicules de la première série d'études consacrée aux accords internationaux d'investissement ont été regroupés en trois volumes. Les travaux concernant la deuxième série d'études, consacrée aux politiques relatives aux investissements internationaux et au développement, se sont poursuivis, avec la finalisation de plusieurs documents («*The REIO Exceptions in MFN Treatment Clauses*», «*Investor-State Disputes arising from Investment Treaties: A Review*», «*International Investment Agreements and Services FDI*», «*South-South Cooperation in the Area of International Investment Policies*» et «*International Investment Agreements: Trends and Emerging Issues*»). Par ailleurs, le secrétariat a établi une note de synthèse qui fait le bilan des nouveautés en ce qui concerne les accords

internationaux d'investissement. Enfin, il publiera très prochainement une étude intitulée «*Bilateral Investment Treaties 1995-2005: Trends in Investment Rule-Making*».

10. La base de données sur les accords bilatéraux d'investissement a été mise à jour et contient désormais 1 900 documents qui peuvent être consultés sur le site Web consacré aux accords internationaux d'investissement; le secrétariat a constitué une base de données interne sur les accords de libre-échange, les accords commerciaux régionaux et les accords de partenariat économique comportant des dispositions relatives aux investissements. Les volumes XIII et XIV du *Compendium of International Investment Instruments* ont été publiés et sont d'ores et déjà facilement accessibles sur la page Web des accords internationaux d'investissement. Deux volumes supplémentaires sont en cours de finalisation. Le réseau actuel de spécialistes des accords internationaux d'investissement compte à présent plus de 560 membres, qui peuvent ainsi se tenir au courant des négociations et des différends portés devant des tribunaux. Le secrétariat publie régulièrement sur son site Web des notes de synthèse sur les tendances et les nouvelles questions qui se posent concernant les accords internationaux d'investissement.

11. En matière d'assistance technique, le secrétariat a organisé pour la première fois un programme de formation intensive en portugais à l'intention des négociateurs de pays lusophones (cours de préparation en téléenseignement, suivi d'un cours à Genève). Il a organisé un programme analogue pour des négociateurs cambodgiens et laotiens, en coopération avec le programme TrainforTrade, un cours de formation à distance pour les pays francophones, et un cours de perfectionnement sur la gestion des différends pour les pays d'Amérique latine. Il a aussi activement participé à un séminaire en français sur la négociation des accords d'investissement, destiné aux pays d'Europe centrale et orientale, et a assuré des séminaires spéciaux et des missions de services consultatifs à la demande d'États membres (Égypte, Pakistan, Sri Lanka). Il a aussi fourni des conseils juridiques au COMESA lors de deux réunions de négociation de l'Espace commun d'investissement de ce dernier. Durant le cycle de négociation d'accords bilatéraux d'investissement organisé pour l'Afrique francophone, 25 négociateurs de neuf pays (dont cinq PMA) ont tenu 22 réunions bilatérales, qui ont débouché sur la conclusion de six accords, dont trois comportaient de légères réserves. Le secrétariat a également continué à coopérer avec des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales en participant à la Réunion d'experts de l'IISD sur la mise en place d'un nouveau modèle d'accords internationaux d'investissements, à la trente-huitième session de la CNUDCI, au séminaire de l'APEC sur l'initiative visant à faciliter les investissements et à la réunion du Groupe d'experts en investissement de l'APEC, ainsi qu'aux activités, à l'OCDE, du Comité de l'investissement et du groupe d'étude sur un cadre d'action pour l'investissement. En outre, il a organisé une conférence sur la mondialisation du droit en coopération avec l'Organisme allemand de coopération technique (GTZ), de même qu'un colloque sur le règlement des différends en matière d'investissement, en collaboration avec l'OCDE et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

12. Conformément à la planification initiale du projet, le programme relatif aux accords internationaux d'investissement a fait l'objet d'une évaluation externe indépendante. Il en est ressorti que les travaux de la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises avaient un impact important, direct et durable sur la capacité des bénéficiaires directs d'engager des discussions et des négociations en matière d'accords internationaux d'investissement. Cette conclusion a été confirmée par les bénéficiaires du programme et par des tiers – partenaires dans les négociations, organismes de facilitation – (par exemple, 85 %

des bénéficiaires d'une formation ont indiqué qu'ils avaient utilisé les connaissances acquises dans le cadre d'échanges ou de négociations et les avaient transposées dans des projets d'accord). Le programme présentait un bon rapport coût-efficacité par rapport aux programmes d'autres institutions et organisations. L'évaluation a en outre révélé que les bénéficiaires, directs et indirects, en souhaitaient unanimement la poursuite, voire le renforcement. Il était recommandé par ailleurs d'intensifier les efforts de promotion et de diffusion des activités et des supports/documents, d'adapter les produits en tenant compte de la complexité croissante des accords d'investissement de la dernière génération et d'étendre les activités de renforcement des capacités à l'application des accords, concernant en particulier la gestion des arbitrages entre investisseurs et État.

13. Au cours de la période considérée, le secrétariat a mis au point un certain nombre de publications et de supports pédagogiques sur différents aspects du transfert de technologie. Il a aussi réalisé quatre nouveaux documents pour la collection *Transfer of Technology for Successful Integration into the Global Economy*, à savoir une étude sur les mesures pouvant être prises par le pays d'origine et le transfert de technologie et trois monographies – sur l'industrie électronique thaïlandaise, l'industrie du saumon au Chili (à paraître) et l'industrie des pièces d'automobile en Tunisie (à paraître). La CNUCED a poursuivi ses travaux sur les questions de propriété intellectuelle en partenariat avec le Centre international de commerce et de développement durable (CICDD). De ce partenariat sont nés le *Resource Book on TRIPS and Development* et trois études importantes («*Negotiating Health, Intellectual Property and Access to Medicines*», «*Intellectual Property Provisions of Bilateral and Regional Trade Agreements of the United States in light of US Federal Law*» (à paraître) et «*Utility Models and Innovation in Developing Countries*» (à paraître également)). En plus de ces publications, la CNUCED a organisé neuf débats sur les droits de propriété intellectuelle et des questions afférentes, en collaboration avec le CICDD et d'autres partenaires, ainsi que six séminaires sur le transfert de technologie; enfin, elle a apporté des contributions de fond à la réunion de l'OMC sur le transfert de technologie.

***Recommandation: La Commission recommande au secrétariat de renforcer encore son programme de bonne gouvernance pour la promotion de l'investissement et d'aider un plus grand nombre de pays en développement intéressés, en particulier les PMA, à adopter des mesures dans ce domaine. Ce faisant, il devrait veiller à créer des synergies entre son programme de bonne gouvernance pour la promotion de l'investissement et d'autres activités connexes de la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises.***

14. Le programme de bonne gouvernance pour la promotion de l'investissement a été renforcé avec la fourniture d'un plus grand nombre de services consultatifs et la formation de hauts fonctionnaires. En particulier, au cours de la période considérée, la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises a produit un rapport sur les moyens d'améliorer au Mali, les interactions entre l'administration publique et les investisseurs étrangers. Le Gouvernement maldivien a commencé d'appliquer les recommandations formulées par la CNUCED dans le cadre du programme en 2004, ce qui lui a valu une réaction positive des investisseurs; la CNUCED l'aidera à poursuivre dans cette voie. En Ouganda, elle a soutenu une nouvelle initiative des pouvoirs publics appelée Team Uganda, qui contribue à une bonne gouvernance en rassemblant 49 institutions ougandaises qui traitent avec les investisseurs. En outre, en coopération avec l'Autorité ougandaise de l'investissement, elle a organisé un



atelier, en novembre 2005, à l'intention de représentants de toutes les institutions publiques participantes, afin qu'ils décident d'un objectif commun et de la manière de l'atteindre. Le programme vient en complément de la série de *Livres bleus sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de facilitation de l'investissement* parue récemment: les deux visent à aider les PMA à identifier les problèmes de gouvernance qui font obstacle à l'IED et à promouvoir responsabilité, prévisibilité, participation et transparence dans le processus d'investissement. Depuis la dernière session de la Commission, le Gouvernement néerlandais a reconnu l'importance des travaux de la CNUCED dans ce domaine en versant une contribution financière importante pour l'application des recommandations relatives à l'amélioration de la gouvernance en Éthiopie.

15. Les participants à la Réunion d'experts sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement (1<sup>er</sup>-3 novembre 2004) ont noté combien la participation du secteur privé aux efforts d'amélioration du climat d'investissement était importante, ainsi que le rôle que les organismes de promotion de l'investissement pouvaient jouer du fait de leurs fonctions de sensibilisation et de mobilisation. L'un des principaux volets des activités de la Division dans le cadre de la quatrième tranche du projet financé par le Compte de l'ONU pour le développement concerne l'élaboration d'un manuel de formation à la sensibilisation/mobilisation destiné aux organismes de promotion de l'investissement et son utilisation dans trois ateliers régionaux; à ce jour, deux ateliers ont été organisés, en Afrique (à Nairobi (Kenya), juillet 2005) et dans la région Asie-Pacifique (Busan (République de Corée) novembre 2005); l'atelier pour l'Amérique latine se déroulera au Pérou en juillet 2006.

16. Afin de renforcer la transparence de la réglementation applicable aux investissements, la CNUCED a ajouté à son programme informatique sur les investissements élaboré à l'intention des organismes de promotion de l'investissement un nouveau module pour la mise en ligne de la réglementation, qui permet aux pouvoirs publics de mettre leur réglementation largement à la disposition des investisseurs étrangers et de fournir des liens directs avec les institutions chargées de son application. L'installation du programme, qui comprend aussi des modules sur l'environnement commercial, les possibilités d'investissement et les partenaires commerciaux potentiels, est en cours, à différents stades, dans les pays suivants: Bolivie, Colombie, Djibouti, Équateur et Pérou; la Bulgarie, El Salvador, l'Éthiopie, la Fédération de Russie (région de Moscou) et le Guatemala ont récemment décidé d'adopter le programme.

***Recommandation: La Commission se félicite de l'assistance fournie aux pays en développement par le biais des examens de la politique d'investissement et du suivi de l'application des recommandations formulées à cet égard. Un appui complémentaire s'avère nécessaire afin que les autres pays intéressés bénéficient également d'évaluations et de l'amélioration de leurs politiques d'investissement. Il faudrait en outre s'efforcer de faire connaître autant que possible les enseignements spécifiques tirés des examens des politiques d'investissement et des activités de suivi de la CNUCED, par exemple dans le cadre de son mécanisme intergouvernemental et en élaborant de brèves notes d'orientation sur les politiques d'investissement à l'intention des décideurs et des organismes de promotion de l'investissement.***

17. En 2005, six examens de la politique d'investissement (Bénin, Brésil, Colombie, Kenya, République islamique d'Iran et Zambie) ont été achevés, ce qui porte le nombre total d'examens réalisés à 20. Celui du Kenya a été présenté au Conseil du commerce et du développement et a

été examiné en présence de M. Mukhisa Kituyi, Ministre kényan du commerce et de l'industrie, qui a remercié la CNUCED de «ce travail structuré et des plus constructif». Trois autres examens sont en cours, au Maroc, au Nigéria et au Rwanda. Celui de la Colombie sera présenté à la session de la Commission et les autres le seront sous peu. Par ailleurs, le secrétariat a publié des rapports sur l'application des recommandations formulées dans le cadre de l'examen de la politique d'investissement de l'Égypte et sur une évaluation des capacités de l'organisme national algérien de promotion de l'investissement. Le Livre bleu sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de facilitation de l'investissement au Ghana sera également présenté à la Commission. Un guide de l'Investment Compass (outil d'évaluation en ligne des conditions d'investissement) est également prévu. L'Investment Compass contient désormais des informations sur 55 pays et compte 1 760 utilisateurs inscrits, dont 20 % sont des gouvernements. L'accès au site est gratuit.

18. Les examens de la politique d'investissement sont conçus comme un processus où la Division offre une aide importante pour le suivi des recommandations. Depuis la dernière session de la Commission, le secrétariat a continué ses activités de suivi dans cinq pays. En Algérie, il a mis au point un système de recherche d'investisseurs pour l'Agence nationale du développement de l'investissement (ANDI) et a formé le personnel aux travaux de suivi. Au Botswana, la phase de recherche est arrivée à son terme; il s'agissait d'un exercice de formation par la pratique en vue d'identifier des perspectives d'investissement dans le secteur des textiles et des vêtements et d'élaborer une campagne de commercialisation sous la supervision de la CNUCED. En Égypte, le rapport sur l'application des recommandations a donné lieu à des demandes d'assistance technique pour exploiter l'expérience acquise dans d'autres pays en matière de réforme fiscale (document terminé) et à des travaux, actuellement en cours, pour aider l'Égypte à ratifier de façon plus systématique les accords bilatéraux d'investissement qu'elle a signés. Au Kenya, suite à une demande de l'Autorité nationale pour l'investissement, le secrétariat a aidé à la mise en place d'un service de recherche d'investisseurs et de suivi, ainsi que d'une stratégie de ciblage des investisseurs. Un atelier de sensibilisation sur la fiscalité des investissements a été organisé au Ghana; à cette occasion, la CNUCED a aidé le Centre ghanéen de promotion de l'investissement dans son projet de regrouper ses services (guichet unique) et de créer un bureau d'aide aux acquisitions foncières et un service de crédit foncier. Durant la préparation de l'examen du Rwanda, le secrétariat a donné des conseils sur un projet de loi relatif aux industries extractives. Des conseils lui ont ensuite été demandés concernant une campagne de promotion et la rédaction d'un accord type sur les industries extractives destiné à compléter la nouvelle loi; ces activités démarreront cette année. À Sri Lanka, les activités de suivi de la CNUCED ont concerné la restructuration du Conseil des investissements, un examen des restrictions actuelles à l'entrée d'IED et la rédaction d'une loi sur l'investissement; le suivi de l'examen est entré dans une nouvelle phase de conseil sur une réforme globale de la fiscalité des investissements. Au Pérou, le secrétariat a participé à l'élaboration d'une stratégie de promotion de l'investissement au niveau local (municipalités, départements, régions) en assurant formation de personnel et assistance à Proinversión, l'organisme national de promotion de l'investissement, et aux départements d'Arequipa, de Cuzco et de Lambayeque. Il a aussi contribué à la création de portails sur l'investissement en Équateur et au Pérou.

19. Au 1<sup>er</sup> décembre 2005, 16 demandes d'examen et 11 demandes de programme de suivi étaient en suspens. La Division a d'autant moins pu y répondre qu'elle avait provisoirement perdu un poste P-5.

20. Les examens terminés, ainsi que le rapport sur l'application des recommandations en Égypte, ont été présentés à la communauté internationale à l'occasion de la neuvième session de la Commission, de ses réunions d'experts et de la session du Conseil du commerce et du développement. Ils ont en outre été diffusés sur le site Web de la CNUCED, où on trouve tous les rapports d'examen et tous les renseignements afférents communiqués par les organismes nationaux d'investissement participants. À la demande de la Commission, la CNUCED a aussi établi divers dossiers sur les politiques d'investissement («*FDI Flows Bounce Back – Led by Developing Countries*»; «*Fierce Competition for FDI Without Clothing Quotas*»; «*Asian IPAs Most Eager to Attract R&D from TNCs*» et «*The Locations Most Favoured by the Largest TNCs*»).

***Recommandation: La Commission se félicite des interactions avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement visant à aider les pays en développement à attirer l'IED et à en tirer parti et demande de maintenir la pratique consistant à organiser des sessions conjointes. Elle encourage le secrétariat à renforcer encore cette coopération, en particulier dans le cadre du «Partenariat relatif à l'investissement pour le développement», de façon à accroître les échanges d'expériences et de meilleures pratiques et de diffuser plus largement les travaux d'analyse et les conseils de la CNUCED.***

21. La Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises a poursuivi sa coopération avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) en organisant des activités de formation et de travail en réseau à l'intention de fonctionnaires des pays en développement chargés de promouvoir l'investissement. Durant la période considérée, plusieurs ateliers de formation, organisés en collaboration avec la WAIPA, ont porté sur des activités de sensibilisation à l'intention des organismes de promotion de l'investissement de pays de l'Europe orientale (La Baule (France)), d'organismes africains de promotion de l'investissement (Nairobi (Kenya)) et d'organismes asiatiques de promotion de l'investissement (Busan (République de Corée)); d'autres ateliers ont été consacrés à la création et au développement de groupements d'entreprises (pays méditerranéens, Marseille (France)), à la commercialisation stratégique (pays africains, Luanda (Angola)), aux investissements étrangers directs dans le secteur du tourisme (pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale, Costa Rica), et à la promotion de l'investissement étranger pour le développement et le renforcement de la coopération entre organismes chinois et africains de promotion de l'investissement. La CNUCED a participé activement à la Conférence organisée par la WAIPA au cours de la dixième Foire internationale du commerce et de l'investissement de la Chine (CIFIT) en septembre 2005 à Xiamen (Chine), ainsi qu'à la première Conférence régionale de la WAIPA, en novembre 2005 à Busan (République de Corée).

22. Les interactions de la WAIPA et du secrétariat ont également permis une diffusion plus large des travaux d'analyse de la CNUCED. Le *WIR 2005* a été officiellement présenté dans quelque 30 pays grâce à l'aide d'organismes locaux de promotion de l'investissement. Indépendamment de l'organisation désormais habituelle de sessions conjointes à l'occasion de la Conférence annuelle de la WAIPA, une conférence régionale pour l'Asie-Pacifique a été organisée pour la première fois cette année. Le *WIR 2005* et l'étude du GIPA intitulé «*Prospects for FDI and strategies of TNCs 2005-2008*», ont été présentés à la Conférence. Les travaux d'analyse et les recommandations de la Division ont été également diffusés par le biais d'un publipostage bimensuel et de la lettre d'information trimestrielle de la WAIPA à ses 180 organisations membres.

23. À la demande de la Commission à sa neuvième session, le secrétariat a instauré un partenariat entre la CNUCED, la WAIPA et l'Agence suédoise de développement international (SIDA) qui a conduit à l'élaboration d'un programme global sur le renforcement des capacités et le transfert de connaissances aux organismes de promotion de l'investissement des pays en développement. Le programme facilitera la coopération dans trois domaines: travaux de recherche et d'analyses concernant des questions qui présentent un intérêt particulier pour les organismes de promotion de l'investissement, mise en valeur des ressources humaines et renforcement des capacités, et voyages d'étude destinés à compléter les activités de renforcement des capacités. Le SIDA a généreusement offert d'allouer 1 million au projet. L'un des premiers résultats de ce nouveau programme a été la publication conjointe d'un document intitulé «*What's Next? Strategic Views on FDI*», qui permet de comprendre et d'analyser les effets et l'avenir de l'IED et de la promotion de l'investissement.

24. La CNUCED et la WAIPA ont renforcé leurs liens grâce à l'établissement, par la WAIPA, d'un secrétariat indépendant situé dans des locaux distincts.

## **PARTIE II. RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA CONTRIBUTION QUE PEUT APPORTER LA DIVISION À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS INTERNATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT, NOTAMMENT CEUX QUI FIGURENT DANS LA DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE**

***Recommandation: La CNUCED devrait appuyer les activités d'élaboration et d'application des politiques au niveau national, afin d'aider les pays à optimiser les effets positifs que l'IED peut avoir sur les objectifs internationaux de développement, notamment par la réalisation d'examens de la politique d'investissement et de guides de l'investissement, le développement des relations interentreprises, le renforcement des capacités et la fourniture d'autres services consultatifs connexes.***

25. La CNUCED a conçu diverses activités destinées à appuyer l'élaboration et l'application des politiques d'investissement au niveau national: examens de la politique d'investissement, conseils relatifs aux réformes de la réglementation, renforcement des capacités institutionnelles, rédaction de livres bleus sur l'investissement et guides de l'investissement. Elle a en outre développé des activités visant à améliorer les interactions entre les politiques de l'investissement et les politiques relatives aux entreprises, comme le développement de relations interentreprises. Ces activités sont particulièrement destinées aux PMA. Un quart des 16 examens de la politique d'investissement achevés fin 2005 concernaient des PMA. En outre, durant la neuvième session de la Commission, la Division a lancé l'Initiative «Investir dans la paix», qui utilise un modèle spécialisé d'examen de la politique d'investissement pour recenser les besoins spécifiques des pays déchirés par la guerre et y répondre. À la suite du succès obtenu à Sri Lanka, l'initiative a été engagée au Rwanda, pays où seront examinées les contributions des IED à la reconstruction et au renforcement des capacités dans une société sortant d'un conflit.

26. La Division a continué de fournir une assistance technique pour aider les gouvernements des PMA à tirer parti au maximum de leur potentiel d'investissement, par le biais d'une série de guides de l'investissement; en septembre 2005, elle a publié des guides pour le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le guide du Mali est en cours d'actualisation. Les guides permettent de promouvoir l'investissement de façon plus

professionnelle et le secrétariat a tout mis en œuvre pour améliorer leur diffusion, notamment en établissant et en distribuant des dépliants actualisés. Le programme relatif aux guides de l'investissement prévoit également un renforcement des capacités par la formation de consultants locaux et de fonctionnaires des organismes de promotion de l'investissement.

27. Une plus grande transparence et une amélioration de la qualité de l'information relative aux flux d'investissement privé sont essentielles pour créer un environnement favorable et stable (Consensus de Monterrey et Sommet mondial). Par le biais de son Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR), la CNUCED a continué de promouvoir des pratiques optimales de comptabilité et de publication dans les pays en développement et les pays en transition. Le Groupe de travail a établi la version finale de son document intitulé «*Bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise: Lignes directrices*» et l'a présenté à sa vingt-deuxième session (21-23 novembre 2005); il a recommandé que ce document soit largement diffusé en tant qu'outil technique utile pour améliorer encore la gouvernance d'entreprise et accroître la transparence. Par le biais de discussions et d'échanges d'expériences, la CNUCED a aidé les pays en développement et les pays en transition à trouver les moyens de s'adapter à l'évolution récente concernant l'harmonisation des pratiques de comptabilité et d'information financière dans le cadre des normes internationales d'information financière (IFRS). L'ISAR a également poursuivi ses travaux sur des «*Lignes directrices sur des indicateurs de la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels*», destinées à améliorer l'utilité, la comparabilité et la pertinence de l'information relative à la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels, et il a recommandé que ces lignes directrices soient testées dans la pratique. Par ses services consultatifs et ses activités d'assistance technique, la Division a contribué à l'harmonisation internationale de la transparence des entreprises en soulignant la nécessité de mieux prendre en compte les difficultés institutionnelles et les problèmes de renforcement des capacités auxquels étaient confrontés les pays en développement et les pays en transition pour satisfaire aux prescriptions internationales dans ce domaine. Elle a notamment contribué à des activités de normalisation et autres menées par la Fédération internationale des experts-comptables et le Conseil international des normes comptables. Dans le cadre de ses projets d'assistance technique, elle a récemment engagé un programme financé par l'USAID visant à améliorer les compétences comptables au niveau régional dans les pays de la CEI en se fondant sur le programme type de formation comptable établi par la CNUCED et l'ISAR en 1999 et révisé en 2003.

28. La Division a élargi ses activités d'assistance technique dans le domaine des relations interentreprises, en particulier dans le cadre d'un projet lancé au Brésil en 2004. Ce projet est financé par le Gouvernement allemand (BMZ) et s'appuie sur quatre sources de compétences: la vaste expérience du GTZ (Institut allemand pour la coopération technique) en ce qui concerne les PME; les connaissances de la Fondation brésilienne Dom Cabral concernant les groupements d'entreprises, les chaînes de valeur et le transfert de technologie; les compétences internationales de la CNUCED dans les domaines de l'investissement étranger direct (IED), des relations interentreprises et du développement des entreprises (Programme EMPRETEC); et le savoir-faire de l'Institut Ethos (Brésil) en matière de responsabilité d'entreprise. La CNUCED a lancé des projets analogues en Ouganda, financés par l'Agence suédoise de développement international (SIDA) et mis en œuvre conjointement par la CNUCED, Enterprise Uganda, l'Uganda Investment Authority et le PNUD. Enfin, elle a publié une étude portant sur les

organismes de promotion de l'investissement et visant à déterminer dans quelle mesure ces organismes encouragent les relations interentreprises entre investisseurs étrangers et PME locales, ainsi que les points forts et les faiblesses de leurs programmes correspondants. Tous ces projets contribuent à créer un environnement favorable à des relations interentreprises durables, renforcent la compétitivité des PME en encourageant les relations avec des STN et aident à la diffusion des meilleures pratiques dans ce domaine.

***Recommandation: La CNUCED devrait aider les gouvernements des pays en développement à établir un cadre réglementaire propice aux partenariats entre secteurs public et privé et aux investissements dans les entreprises et dans les projets qui fournissent des services de base aux pauvres.***

29. Le secrétariat a poursuivi ses efforts pour renforcer le dialogue entre le secteur public et le secteur privé sur l'investissement, la technologie et le développement des entreprises. Les Livres bleus sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de facilitation de l'investissement, qui sont l'aboutissement de discussions au sein du Conseil consultatif pour l'investissement, sont destinés à répondre aux besoins des PMA. La série, financée par la Japanese Bank for International Cooperation (JBIC), fournit aux gouvernements une évaluation précise des conditions d'investissement de leur pays. Chaque Livre bleu comporte un certain nombre (généralement une dizaine) de recommandations à mettre en œuvre sur une période de 12 mois pour rendre le pays plus attractif pour les investisseurs étrangers. Outre les premiers Livres bleus (Cambodge et République démocratique populaire lao) sortis en 2004, trois – Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie – ont été publiés par la Division en septembre 2005, et un autre (Rwanda) est en cours d'achèvement. Les Livres bleus pour l'Afrique de l'Est ont été établis dans le cadre de l'Initiative africaine conjointe destinée à inciter les entreprises japonaises à investir davantage en Afrique. L'objectif est de favoriser une réduction de la pauvreté par la croissance économique – l'une des trois pièces maîtresses du NEPAD. L'importance et le succès des Livres bleus ont été reconnus récemment à l'occasion des prestigieuses *Africa Investor Awards*, où la série a fait l'objet de vifs éloges de la part d'un jury composé d'experts.

***Recommandation: La CNUCED devrait, dans le cadre de son programme de travail sur l'investissement, le transfert de technologie et la propriété intellectuelle, étudier comment les pays en développement peuvent accroître leur capacité de production de médicaments essentiels en coopération avec les compagnies pharmaceutiques.***

30. La CNUCED a donné suite à cette recommandation en établissant, en collaboration avec le CICDD, une publication spéciale sur des questions de santé. Avec le soutien du Gouvernement allemand, le secrétariat a également lancé, fin 2005, un projet d'assistance technique et de renforcement des capacités dans les pays africains les moins avancés pour la mise en place de capacités de production dans le secteur pharmaceutique. Grâce à cette assistance technique, les PMA pourront se doter d'une législation sur l'investissement et la propriété intellectuelle favorisant la production locale de médicaments essentiels. Il est ainsi escompté contribuer à la réalisation de l'objectif 8 (cible 17) de la Déclaration du Millénaire, à savoir «en coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement».

***Recommandation: La CNUCED devrait aider les gouvernements des pays en développement à promouvoir l'application de la science et de la technologie aux fins de la réalisation des objectifs internationaux de développement, dont ceux de la Déclaration du Millénaire, en particulier par le biais de ses examens des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation et des travaux de la Commission de la science et de la technique au service du développement.***

31. La CNUCED a contribué aux débats sur les meilleurs moyens de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en examinant, en collaboration avec la Commission de la science et de la technique au service du développement, le rôle de la science et de la technologie dans le développement. L'une de ses premières conclusions est qu'il est peu probable que la plupart des pays en développement atteignent ces objectifs sans des efforts concertés pour renforcer leurs capacités technologiques. Le secrétariat a donc lancé une nouvelle initiative, à savoir créer un réseau de centres d'excellence spécialisés dans la science et la technologie dans les pays en développement. Ces centres d'excellence devraient servir, au niveau régional, de pôles de formation de scientifiques et d'ingénieurs, ce qui contribuera à combler l'écart technologique entre le Nord et le Sud, à encourager le transfert de connaissances et de technologie et à inverser les incidences négatives «de la fuite des cerveaux» en créant une masse critique de chercheurs dans les pays en développement. Le réseau sera initialement axé sur les biotechnologies et les TIC, qui ont de larges applications dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'environnement. À terme, la CNUCED a l'intention d'inviter d'autres institutions du système des Nations Unies, notamment le PNUD, le PNUE, l'OMS, l'UNESCO et la FAO, à participer aux réunions du comité directeur du projet.

32. À titre de contribution à l'objectif 8, cible 15 (en coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous), le secrétariat a publié un document intitulé «The Digital Divide: ICT Development Indices 2004» dans lequel il propose une analyse comparative de l'infrastructure, des mesures d'orientation et de l'accès aux TIC dans plus de 150 pays. Ce rapport fait le point de l'évolution de la fracture numérique et présente un résumé des options disponibles pour encourager le développement des TIC; il présente également quatre études de cas consacrées à des pays qui ont su stimuler la croissance des TIC. L'outil d'évaluation comparative des TIC élaboré tout au long de l'année 2004 et présenté à la communauté internationale à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information continue d'être développé afin d'élargir le champ d'application de nouveaux paramètres de développement des TIC et d'intégrer une dimension temporelle dans les séries de données.

33. La CNUCED a lancé, en 2004, un programme de partenariat avec le Centre des technologies de l'information de Genève, intitulé «Connect Africa». Il s'agit d'offrir une formation personnalisée à des ingénieurs et des techniciens de PMA africains, spécialistes des TIC. Le premier pays pilote à avoir bénéficié de ce projet a été le Royaume du Lesotho. Une équipe de trois experts en TIC s'est rendue au Lesotho pour former des ingénieurs et autres techniciens. Deux cent vingt ordinateurs et des logiciels destinés à être utilisés dans un certain nombre de domaines, notamment dans les écoles, ont été fournis. Le projet prévoit l'établissement d'un «observatoire technologique» au sein du Ministère des communications, de la science et de la technologie. Une première mission au Mali, prochain pays pilote à bénéficier du projet, devrait avoir lieu en février 2006.

34. Durant la période considérée, la CNUCED a achevé l'examen de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation de l'Iran. Ces examens visent à aider les pays en développement à dresser un bilan de leur système national d'innovation, à identifier leurs forces et leurs faiblesses, ainsi que leurs perspectives, et à élaborer des politiques appropriées pour intégrer la science et la technologie dans les stratégies nationales de développement. La Chine et l'Angola ont demandé un examen de leurs politiques de la science, de la technologie et de l'innovation, et le secrétariat s'efforce de mobiliser les ressources nécessaires.

***Recommandation: La CNUCED devrait suivre les travaux d'analyse et l'échange d'informations et de données d'expérience sur la contribution des entreprises au développement économique et social des pays en développement d'accueil, ainsi qu'il est prévu dans le Consensus de São Paulo, notamment au paragraphe 45 de ce texte.***

35. Conformément à la recommandation de la Commission, la CNUCED a entrepris un certain nombre d'activités dans ce domaine. Le secrétariat a organisé une Réunion d'experts sur les contributions positives des entreprises au développement économique et social des pays en développement d'accueil, qui s'est tenue à Genève du 31 octobre au 2 novembre 2005. Sept domaines ont été recensés, dans lesquels les sociétés transnationales peuvent contribuer au développement économique. Pour chaque thème, les experts ont dressé un bilan, analysé les arguments et évalué l'impact et l'efficacité, les améliorations possibles, ainsi que le rôle des mesures nationales et internationales compte tenu des meilleures pratiques recensées. Un CD-ROM dans lequel figurent tous les documents de la Réunion d'experts a été gravé et une base de données sur les meilleures pratiques des entreprises et les meilleures politiques est en cours d'établissement. En outre, un volume spécial de *Transnational Corporations* consacré aux codes de conduite volontaires pour les STN est en préparation.

***Recommandation: La CNUCED devrait engager les parties intéressées à nouer un dialogue sur les mesures pratiques à prendre, notamment dans le cadre du Conseil consultatif CNUCED/CCI pour l'investissement.***

36. Une réunion du Conseil consultatif pour l'investissement a été organisée, cette année, au cours de la cinquante-deuxième session du Conseil du commerce et du développement. Elle visait à compléter un certain nombre d'initiatives prises récemment par la Division en Afrique de l'Est et à en assurer le suivi; elle a réuni de grands chefs d'entreprise et des hauts fonctionnaires de pays d'Afrique de l'Est et d'un certain nombre d'organisations internationales. Un projet relatif à la promotion du tourisme en Afrique de l'Est a été lancé, la Japan Bank for International Cooperation a annoncé la poursuite de son appui aux activités en rapport avec la série des Livres bleus, et le Chinese Africa Business Council a fait savoir qu'il traduirait des résumés des guides de l'investissement. Les débats du Conseil consultatif pour l'investissement et le programme des «Livres bleus» ont récemment fait l'objet d'un article dans la revue *Africa Investor Magazine*.



## APPENDICE

### PUBLICATIONS DE LA DIVISION DE L'INVESTISSEMENT, DE LA TECHNOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

#### A. Documentation délibératoire

##### Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, neuvième session

- Rapport de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes sur sa neuvième session  
*TD/B/COM.2/66*
- Questions de politique générale concernant l'investissement et le développement:  
Les nouveaux IED en provenance des pays en développement  
*TD/B/COM.2/64*
- Rapport de la Réunion d'experts sur les incidences de l'IED sur le développement  
*TD/B/COM.2/EM.16/3*
- Résumé des discussions relatives aux examens de la politique d'investissement de  
l'Algérie, du Bénin et de Sri Lanka  
*TD/B/COM.2/65*
- Rapport intérimaire sur l'application des recommandations adressées au secrétariat  
de la CNUCED  
*TD/B/COM.2/63*
- Questions concernant les accords internationaux d'investissement – Différends entre  
investisseurs et États, et conséquences générales  
*TD/B/COM.2/62*
- Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes  
internationales de comptabilité et de publication sur sa vingt et unième session  
*TD/B/COM.2/ISAR/26*
- Rapport du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes de  
comptabilité et de publication sur sa vingt-deuxième session  
*TD/B/COM.2/ISAR/31*
- Rapport de la Réunion d'experts sur la bonne gouvernance en matière de promotion  
de l'investissement  
*TD/B/COM.2/EM.15/3*

**Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'IED:  
Compilation de données et élaboration des politiques dans les pays en développement**

- Rapport de la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'IED
- Statistiques relatives à l'IED: Compilation de données et questions de politique générale  
*TD/B/COM.2/EM.18/2*

**Réunion d'experts sur les contributions positives des entreprises au développement économique et social des pays en développement d'accueil**

- Rapport de la Réunion d'experts sur les contributions positives des entreprises
- Contributions positives des entreprises au développement économique et social des pays en développement d'accueil  
*TD/B/COM.2/EM.17/2*

**Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, neuvième session**

- Rapport de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement sur sa neuvième session  
*TD/B/COM.3/70*
- Amélioration de la compétitivité des PME par le renforcement des capacités productives  
*TD/B/COM.3/L.29*
- Relations interentreprises, chaînes de valeur et investissements extérieurs: Modes d'internationalisation des PME des pays en développement  
*TD/B/COM.3/69*
- Rapport de la Réunion d'experts sur la promotion de la compétitivité à l'exportation des PME  
*TD/B/COM.3/EM.23/3*
- Rapport intérimaire sur l'application des recommandations concertées adoptées par la Commission à sa huitième session  
*TD/B/COM.3/66*

**Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives des entreprises des pays en développement par l'internationalisation**

- Internationalisation des entreprises des pays en développement par l'investissement direct à l'étranger  
*TD/B/COM.3/EM.26/2*

- Étude de cas sur les investissements directs à l'étranger de l'Argentine  
*TD/B/COM.3/EM.26/2/Add.1*
- Étude de cas: Les investissements directs des petites et moyennes entreprises indiennes à l'étranger  
*TD/B/COM.3/EM.26/2/Add.2*
- Étude de cas sur l'investissement direct à l'étranger des entreprises de Singapour: Compétitivité et développement des entreprises  
*TD/B/COM.3/EM.26/2/Add.3*
- Étude de cas: Les investissements directs à l'étranger des entreprises russes  
*TD/B/COM.3/EM.26/2/Add.4*
- Étude de cas sur l'investissement direct à l'étranger des entreprises sud-africaines  
*TD/B/COM.3/EM.26/2/Add.5*

#### **Commission de la science et de la technique au service du développement, huitième session**

- Bridging the Technology Gap. Note thématique établie par le secrétariat pour le groupe d'étude de la Commission, Rabat (Maroc), 10-12 novembre 2005
- Rapport sur la huitième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement  
*E/CN.16/2005/5 et E/2005/31*
- La promotion de la science et de la technologie, la fourniture de conseils scientifiques et technologiques et les applications de la science et de la technologie au service des objectifs du Millénaire pour le développement  
*E/CN.16/2005/2, E/CN.16/2005/2/Corr.1 et 2*
- Examen des méthodes de travail de la Commission de la science et de la technique au service du développement  
*E/CN.16/2005/4, E/CN.16/2005/4/Corr.1*
- Suite donnée aux décisions prises par la Commission de la science et de la technique au service du développement à sa septième session  
*E/CN.16/2005/3*

#### **Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt-deuxième session**

- Examen de questions relatives à l'application des normes internationales d'information financière  
*TD/B/COM.2/ISAR/28*

- Bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise: Lignes directrices  
*TD/B/COM.2/ISAR/30*
- Lignes directrices sur des indicateurs de la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels  
*TD/B/COM.2/ISAR/29*
- 2005 Review of the Implementation Status of Corporate Governance Disclosures  
*TD/B/COM.2/ISAR/CRP.1 (document de séance)*
- Users of Corporate Responsibility Reporting and their Information Needs  
*TD/B/COM.2/ISAR/CRP.2 (document de séance)*

### **B. Publications en série**

- World Economic Situation and Prospects 2005, janvier 2005  
*Numéro de vente: E.05.II.C.2. ISBN 92-1-109148-92*
- World Investment Report 2005: Transnational Corporations and the Internationalization of R&D, septembre 2005  
*UNCTAD/WIR/2005. Numéro de vente: E.05.II.D.10. ISBN 92-1-112667-3*
- Rapport sur l'investissement dans le monde, 2005 (Vue d'ensemble)  
*UNCTAD/WIR/2005 (Overview), 29 septembre 2005*
- Transnational Corporations Journal  
Special Issue on Developing Country FDI (à paraître)  
Special Issue in honor of Professor V.N.Balasubramanyam (à paraître)  
Special Issue on Corporate Social Responsibility (à paraître)  
Volume 14, n° 3, décembre 2005  
Volume 14, n° 2, août 2005. *UNCTAD/ITE/IIT/2005/5. ISBN 92-1-112690-8*  
Volume 14, n° 1, avril 2005. *UNCTAD/ITE/IIT/2005/1. ISBN 92-1-112668-1*
- World Investment Directory, Developed Countries, CD-ROM
- FDI in LDC at a Glance 2005-2006 (à paraître)
- International Accounting and Reporting Issues: 2004 Review, 1<sup>er</sup> juillet 2005  
*UNCTAD/ITE/TEB/2005/2, Numéro de vente E.05.II.D.22. ISBN 92-1-112682-7*
- International Accounting and Reporting Issues: 2005 Review, (à paraître)

### **C. Publications isolées**

- Asian FDI in Africa (à paraître)
- Globalization of R&D and Developing Countries (à paraître)
- Foreign Direct Investment in Tourism (à paraître)
- TNCs and the Removal of Textiles and Clothing Quotas, mai 2005  
*UNCTAD/ITE/IIA/2005/1. Numéro de vente E.05.II.D.20*
- Global Investment Prospects Assessments: Prospects for FDI and TNCs strategies 2005-2008, 1<sup>er</sup> décembre 2005, *UNCTAD/ITE/IIT/2005/7. ISBN 92-1-112691-6*
- Best Practices in Promoting Sustainable Business Linkages (à paraître)
- Science, Technology and Innovation Policy Review: République islamique d'Iran, février 2005, *UNCTAD/ITE/IPC/2005/7*
- The Digital Divide: ICT Development Indices 2004, avril 2005, *UNCTAD/ITE/IPC/2005/4*
- The Digital Divide: ICT Development Indices 2005, janvier 2006
- International Best Practices in the Promotion of Business Linkages
- Guidance on Corporate Governance Disclosures (à paraître)
- Best Practices in Business Linkages for SME Development (à paraître)

#### **International Investment Instruments: A Compendium**

- *Volume XIII*, mars 2005, UNCTAD/DITE/4, Vol. XIII  
*Numéro de vente: E.05.II.D.7. ISBN 92-1-112665-7*
- *Volume XIV*, mars 2005, UNCTAD/DITE/4, Vol. XIV  
*Numéro de vente: E.05.II.D.8. ISBN 92-1-112664-9*
- *Volume XV (à paraître)*
- *Volume XVI (à paraître)*

#### **Guides de l'investissement**

- An Investment Guide to the East African Community, septembre 2005  
*UNCTAD/ITE/IIA/2005/4*
- An Investment Guide to Tanzania, septembre 2005  
*UNCTAD/ITE/IIA/2005/3*

- An Investment Guide to Kenya, septembre 2005  
*UNCTAD/ITE/IIA/2005/2*
- An Investment Guide to Zambia (à paraître)

#### **Examens de la politique d'investissement**

- Investment Policy Review of Colombia (à paraître)
- Investment Policy Review of Iran (à paraître)
- Investment Policy Review of Zambia (à paraître)
- Investment Policy Review of Kenya, juillet 2005  
*UNCTAD/ITE/IPC/2005/8. Numéro de vente: E.05.II.D.21*
- *Examen de la politique d'investissement du Bénin, mai 2005*  
*UNCTAD/ITE/IPC/2004/4. Numéro de vente: F.04.II.D.43. ISBN 92-1-212314-7*
- Investment Policy Review of Brazil, janvier 2005  
*UNCTAD/ITE/IPC/Misc/2005/1*
- Algérie: Évaluation des capacités de promotion des investissements de l'ANDI  
*UNCTAD/WEB/ITE/IPC/2005/8*
- Report on the Implementation of the Investment Policy Review for Egypt, octobre 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IPC/2005/7*
- Investment Compass Users Guides, à paraître

#### **Blue Books on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation**

- Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation: Kenya, mai 2005
- Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation: Tanzania, mai 2005
- Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation: Uganda, mai 2005

#### **Études sur les accords internationaux d'investissement (première série)**

- State Contracts, février 2005  
*UNCTAD/ITE/IIT/2004/11. Numéro de vente: E.05.II.D.5. ISBN 92-1-112659-2*

- International Investment Agreements: Key Issues, Volume II, mai 2005  
*UNCTAD/ITE/IIT/2004/10 (Vol. II). Numéro de vente: E.05.II.D.6.*  
*ISBN 92-1-112661-4*
- International Investment Agreements: Key Issues, Volume III, juin 2005  
*UNCTAD/ITE/IIT/2004/10 (Vol. III). Numéro de vente: E.05.II.D.6.*  
*ISBN 92-1-112662-2*

**Études sur les accords internationaux d'investissement (deuxième série)**

- Investment-related provisions in economic integration investment agreements (à paraître)
- International Investment Agreements: Recent Trends and Implications (à paraître)
- Preserving National Policy Space in International Investment Arrangements (à paraître)
- International Investment Agreement in Services  
*UNCTAD/ITE/IIT/2005/2*
- The REIO Exception in MFN Treatment Clause  
*UNCTAD/ITE/IIT/2004/7*
- Investor-State Disputes arising from Investment Treaties: A Review (à paraître)
- A Wave of South-South Cooperation in the Area of International Investment Agreements  
*UNCTAD/ITE/IIT/2005/3*
- Bilateral Investment Treaties 1995-2005: Trends in Investment Rule-Making (à paraître)

**IIA Monitor**

- Recent Developments in International Investment Agreements, août 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIT/2005/1. ISBN 92-1-112680-0*
- Latest Developments In Investor-Dispute Settlements, décembre 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIT/2005/2*
- Information Note: Training on International Investment Agreements  
*UNCTAD/PRESS/IN/2005/016*

**Issues in International agreements and arrangements related to technology**

- Transfer of Technology to Developing Countries: A Survey of Home Country Measures, février 2005  
*UNCTAD/ITE/IPC/2004/5*
- Taxation and Technology Transfer  
*UNCTAD/ITE/IPC/2005/9*
- Transfer of Technology for Successful Integration into the Global Economy: A case study of electronic industry in Thailand, juillet 2005  
*UNCTAD/ITE/IPC/2005/6*
- Transfer of Technology for Successful Integration into the Global Economy: A case study of the salmon industry in Chile (à paraître)

**UNCTAD/ICTSD Publications and studies on Technology Transfer and Intellectual Property**

- Resources Book on TRIPS and Development: responding to US comments
- Special Publication on Health-related Issues
- Policy Discussion Paper II

UNCTAD/ICTSD Studies on Intellectual Property:

- United States approaches to Free Trade Agreements
- Utility Models and Innovation in Developing Countries
- Rediscovering the Berne Appendix and the use of Copyrights
- Model Laws or Common Approaches to Competition and IPRs: Modalities for the Implementation of the TRIPS Principle
- Patent exceptions

**ISAR Newsletter**

- ISAR Update, Volume 1, n° 6, 2005, *UNCTAD/ITE/TEB/2005/3*
- ISAR Update, Volume 2, n° 5, 2004, *UNCTAD/ITE/TEB/2004/1*
- ISAR Update, Volume 1, n° 7, 2005, (à paraître)
- ISAR Update, Volume 1, n° 8, 2005, (à paraître)



**UNCTAD Investment Briefs and Occasional Notes**

- International investment disputes continue to progress (à paraître)
- UNCTAD Survey on the Internationalization of R&D  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2005/12*
- The Locations Most Favoured by the Largest TNCs, novembre 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2005/11*
- Many BITs Have Yet to Enter into Force, novembre 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2005/10*
- Asian TNCs Most Eager to Attract R&D from TNCs, octobre 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2005/9*
- Fierce Competition for FDI Without Clothing Quotas, septembre 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2005/8*
- FDI Flows Bounce Back – Led By Developing Countries, janvier 2005  
*UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2005/7*

-----